

# UNION EUROPÉENNE 2

## Les nouveaux cadres de l'action publique

### LES POLITIQUES CONJONCTURELLES

Les politiques économiques, peuvent être définies comme *l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour agir sur l'activité économique et modifier éventuellement son déroulement « spontané » de manière à atteindre certains objectifs*. Remarquons que ne pas prendre de mesures le « laissez-faire » peut être une politique économique pour les libéraux.

Deux grands types de politique :

- les politiques conjoncturelles agissent à court terme,
- les politiques structurelles tentent de transformer les conditions de la production, d'agir sur les structures économiques et/ou sociales.

L'intégration européenne modifie les capacités de chaque Etat à pratiquer ces politiques.

Nous allons donc voir quelles sont les politiques conjoncturelles, quels instruments elles utilisent et comment l'intégration européenne les a modifiés, puis nous étudierons les politiques de relance française et européenne face à la crise de 2008.

### Les objectifs des politiques conjoncturelles

*La politique conjoncturelle est l'ensemble des mesures de politique économique qui visent à agir à court terme sur l'économie.*

Quels sont les problèmes économiques et donc les objectifs que l'Etat peut se donner à résoudre grâce à ces politiques?

- La faible croissance économique
- Le chômage.
- l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat des revenus, et cause la faible compétitivité-prix des entreprises .
- la déflation (baisse des prix) qui peut empêcher les entreprises de produire de manière rentable,
- Le déficit commercial qui pose problème puisqu'il faut emprunter de la monnaie étrangère pour régler l'ensemble des importations.

Les moyens utilisés sont essentiellement la politique budgétaire et la politique monétaire.

### La politique budgétaire

➔ Pour les libéraux, le budget est neutre:

**recettes (impôts, taxes) = dépenses**

S'il y a un déficit, il convient donc de rétablir l'équilibre budgétaire, car comme pour un ménage, l'Etat ne doit pas dépenser plus qu'il ne gagne. Il faut alors soit augmenter les

impôts (ce que les libéraux ne souhaitent pas car ils veulent un Etat le + léger possible) soit baisser les dépenses ( ce qu'ils préconisent). L'équilibre budgétaire est nécessaire pour que l'Etat n'aie pas à emprunter

- ✓ car cela augmente la dette publique qu'il faudra bien rembourser.....
- ✓ car cela crée un effet d'éviction: les épargnants préférant prêter à l'Etat plutôt qu'aux entreprises qui ont alors des problèmes pour financer leurs investissements.

➔ **Pour les keynésiens le budget est actif.**

Il peut être en déficit ou en excédent selon la conjoncture économique dans le cadre des politiques contra-cycliques. il devient alors un instrument de la politique économique.

- ✓ Dans une économie en surchauffe qui risque le sur-investissement et la sur-production, l'Etat peut mettre son budget **en excédent** en augmentant les impôts ou en baissant les dépenses pour que les anticipations des entrepreneurs soient moins optimistes.
- ✓ Lors d'une récession, le budget peut être en **déficit**. Il s'agit alors d'une **politique de relance** visant à augmenter les revenus ( hausse du SMIc, des allocations, et baisse des impôts sur les moins riches qui ont une propension marginale à consommer forte)

et l'investissement (multiplicateur d'investissement) pour que la demande effective croisse entraînant ainsi une augmentation de la production (PIB) et la création d'emplois...

**Hausse des dépenses publiques => hausse des revenus => hausse de la consommation => hausse de la production et de l'emploi**

Pour Keynes le déficit n'est pas dangereux, car, si l'économie est relancée, le déficit disparaîtra grâce aux rentrées supplémentaires d'impôt et à la diminution des dépenses.

A l'époque de Keynes, l'économie était peu ouverte. Actuellement les politiques de relance se heurtent au fait qu'une partie + ou - importante de la demande supplémentaire peut se porter sur des produits importés. La demande de produits nationaux n'est que faiblement stimulée et par contre la balance commerciale voit son déficit s'accroître. C'est ce qui s'est passé après la relance pratiquée par le gouvernement de gauche en France en 1981...

➔ **Les modifications apportées par l'UE**

✓ 1. Les critères de Maastricht

Lors de la mise en place de l'euro, il a été décidé que seuls les pays répondant aux

critères de Maastricht pourraient entrer dans l'Euroland. Ces critères sont:

- la dette publique ( endettement total de l'Etat) ne devait pas dépasser 60% du PIB
- Le déficit budgétaire ( déficit annuel du budget) ne devait pas excéder 3% du PIB
- Les taux d'intérêt et d'inflation ne devaient pas excéder de 2 points la moyenne.

### ✓ 2. le pacte de stabilité et de croissance

Le pacte de stabilité et de croissance reprend les 2 premiers critères pour les rendre obligatoires une fois l'Euro entré en vigueur.

Ce pacte empêche donc un certains pays d'utiliser la politique budgétaire comme instrument de relance lorsque les taux de dette et/ou de déficit publics risquent d'être supérieurs aux critères. Cela limite considérablement l'utilisation de cet instrument car de nombreux états sont à la limite supérieure et n'ont donc aucune marge de manoeuvre.....

### ✓ 3. difficulté d'une relance à l'échelle européenne

: le budget de l'Union européenne représente environ 130 milliards d'euros ce qui correspond à environ 1 % du revenu national brut de l'Union européenne. Les montants sont donc insuffisants pour une politique de relance efficace d'autant que ces montants sont

affectés pour presque la moitié à l'agriculture (PAC) et qu'un déficit est interdit.

## La politique monétaire

### ➔ les objectifs des politiques monétaires:

- A l'intérieur: éviter l'inflation
- A l'extérieur: surveiller le taux de change

### ➔ Les instruments des politiques monétaires

#### ▸ instrument: l'agrégat monétaire:

Pendant les années 80, les "monétaristes" emmenés par Milton Friedman ont convaincu les banques centrales d'utiliser le taux de progression de la masse monétaire. La BC annonçait le taux de croissance de la masse monétaire qui devait se rapprocher du taux de croissance économique de manière à ce que la quantité de monnaie en circulation permette d'acheter la production; ils pensaient ainsi éviter les anticipations inflationnistes des agents économiques. Cet instrument s'est révélé complexe et fut abandonné au début des années 90.

#### ▸ Instrument: taux d'intérêt:

✓ la BC peut faire baisser les taux d'intérêt de l'argent pour favoriser la croissance: (Ti faible = consommation à crédit plus facile + investissement plus rentable) mais le risque est de faire baisser la valeur de la monnaie

qui prêté sur les marchés internationaux rapporte moins.

- ✓ La BC peut faire monter les taux de l'argent pour combattre l'inflation; en effet cela réduit la consommation à crédit et donc la demande=>  $D < O$  => baisse des prix ou plus souvent baisse de l'inflation (désinflation). le problème est qu'alors la valeur de la monnaie risque d'augmenter car elle est beaucoup plus demandée sur les marchés des changes, et, une monnaie forte peut gêner les exportations...

#### ➔ Les modifications apportés par l'€uro

- ✓ Pourquoi avoir fait l'euro?
  - ▶ Pour mettre un terme aux variations monétaires au sein de l'UE car cela perturbait les échanges.
  - ▶ Pour éliminer les coûts de transactions à chaque fois qu'il fallait changer de devises.
  - ▶ Pour qu'il y ait une plus grande transparence des prix et donc une meilleure concurrence.
- ✓ avantages et faiblesses de l'Euro ( voir le complément sur le site)
- ✓ C'est la BCE (Banque Centrale Européenne) qui dirige la politique monétaire qui repose sur 3 instruments:
  - ▶ l'Open market= intervention sur le marché monétaire pour faire varier les taux d'intérêt de l'argent

- ▶ Les facilités de paiements qui permettent aux banques de se refinancer à un taux plus élevé si elles ont des problèmes de trésorerie.
- ▶ les réserves obligatoires que les banques doivent déposer à la BCE dont le taux peut varier en fonction de la conjoncture.

- ✓ La politique est donc européenne. Elle ne correspond pas forcément aux problèmes de chaque pays. Et, Il n'est pas possible d'influencer la BCE car elle est totalement indépendante. De plus la BCE n'a reçu comme objectif que la seule lutte contre l'inflation alors que la FED (américaine) doit aussi promouvoir la croissance.
- ✓ Face à la crise bancaire il n'y a pas eu de réaction européenne. En France, le gouvernement a décidé d'un **plan de sauvetage des banques** en apportant une garantie payante (les banques doivent payer un taux d'intérêt) de 320 milliards d'€ et réserve 40 milliards pour recapitaliser les banques en difficulté. Ceci pour empêcher la faillite de banques qui risquerait de provoquer une panique chez les épargants...

En conclusion, L'intégration économique présente, certes, des avantages mais les contraintes sont fortes et lorsque les économies entrent en crise ils faut pouvoir les assouplir...